

3917

COMITE PERMANENT INTER-ETATS  
DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
( C.I.L.S.S. )

-----



TREIZE ANS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE

- LA DESERTIFICATION, SIDA DE LA NATURE,
- L'AUTOSUFFISANCE, UN MIRAGE ?
- AIDE : FAIRE PLUS ET MIEUX.

-O-O-O-O-O-

OUAGADOUGOU, AOUT 1986

3217

22510

R06

COMITE PERMANENT INTER-ETATS  
DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL  
( C.I.L.S.S. )



TABLEE ANN. DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE

- LA DETERMINATION, SIDA DE LA NATURE

- L'AUTOSUFFISANCE, UN MIRAGE ?

- ALLEE : FAIRE PLUS ET MIEUX.

-0-0-0-0-0-

## LA REGION DU CILSS

Superficie : 5,36 millions km<sup>2</sup>

Population : 36 millions d'habitants (dont 15% dans les villes)

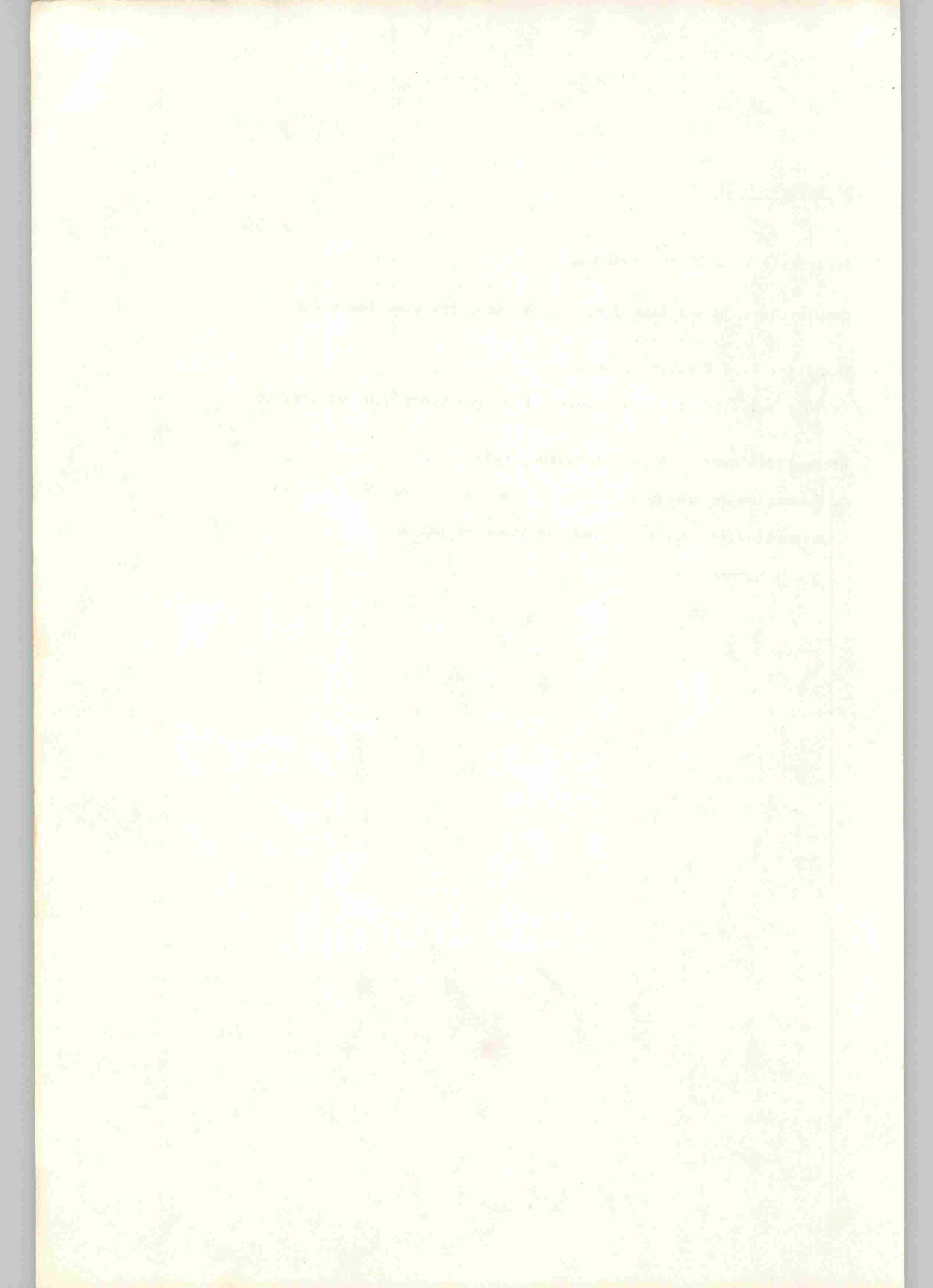
Densité : 7 à 8 habitants/km<sup>2</sup>

Surface cultivées : 14 millions d'hectares (dont 250 000 irrigués)

Dettes extérieures : \$ 5,3 milliards (1984)

Consommation de viande : 13 kg par habitant et par an

Consommation de bois : 0,6 m<sup>3</sup> par habitant et par an





LES NEUF PAYS DU CILSSDifférents pays solidairesBURKINA FASO

Population : 6,4 millions d'habitants  
PNB : \$ 210 par habitant  
Espérance de vie : 44 ans  
Mortalité infantile : 157 pour 1000  
Taux de scolarisation : 20 %

CAP VERT

Population : 304 000 habitants  
PNB : \$ 370 par habitant  
Espérance de vie : 61 ans  
Mortalité infantile : 78 pour 1000  
Taux de scolarisation : (non communiqué)

GAMBIE

Population : 682 000 habitants  
PNB : \$ 360 par habitant  
Espérance de vie : 36 ans  
Mortalité infantile : 194 pour 1000  
Taux de scolarisation : 52 %

GUINEE-BISSAU

Population : 877.000 habitants  
PNB : \$ 180  
Espérance de vie : 38 ans  
Mortalité infantile : 158 pour 1000  
Taux de scolarisation : 88 %

MALI

Population : 7 millions d'habitants  
PNB : \$ 170 par habitant  
Espérance de vie : 45 ans  
Mortalité infantile : 132 pour 1000  
Taux de scolarisation : 33 %

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

MAURITANIE

Population : 1,5 million d'habitants  
PNB : \$ 480 par habitant  
Espérance de vie : 45 ans  
Mortalité infantile : 138 pour 1000  
Taux de scolarisation : 33%

NIGER

Population : 5,8 millions d'habitants  
PNB : \$ 300 par habitant  
Espérance de vie : 45 ans  
Mortalité infantile : 132 pour 1000  
Taux de scolarisation : 23%

SENEGAL

Population : 6 millions d'habitants  
PNB : \$ 490 par habitant  
Espérance de vie : 44 ans  
Mortalité infantile : 155 pour 1000  
Taux de scolarisation : 48%

TCHAD

Population : 4,6 millions d'habitants  
PNB : \$ 80 par habitant  
Espérance de vie : 44 ans  
Mortalité infantile : 161 pour 1000  
Taux de scolarisation : 35%

(Source : The World Bank Atlas, 1985)

100

100

100

100

100

100

100

## DESERTIFICATION, SIDA DE LA NATURE

Il est peu de phénomènes naturels dont l'intelligence, l'ingéniosité, la volonté et l'instinct de survie de l'homme arrivent aussi difficilement à bout que la sécheresse et la désertification. Parce qu'elles vivent l'une de l'autre et s'installent de manière progressive et insidieuse, leur détection est lente ; plus lente encore est la pleine prise de conscience des populations concernées de leurs effets pervers, prise de conscience d'où naît leur mobilisation en vue de faire face.

Ce processus de maturation et de réaction dans la région du Sahel, sévèrement touchée par une sécheresse quasi-ininterrompue et une désertification rampante depuis près de vingt ans, a finalement révélé, depuis qu'il s'est accéléré avec la création et l'action du CILSS, l'ampleur du phénomène de la désertification. Il en a, en même temps, souligné la nature profondément complexe, les causes encore mal connues et la dimension gigantesque en tant qu'équation vitale soumise aux populations du Sahel.

La désertification est un phénomène naturel qu'on pourrait presque qualifier de malicieux tant elle semble experte dans l'art de cacher son jeu : elle frappe en effet avec vigueur et une certaine précision, elle fait pleinement sentir ses effets et, si sa nature ne prête nullement à équivoque, elle se dérobe en revanche à toute analyse approfondie, à toute tentative humaine de cerner ses causes réelles et de définir une stratégie de défense appropriée à lui opposer.

.../...



Il est peu de phénomènes naturels dont l'intelligence, l'ingéniosité, la volonté et l'instinct de survie de l'homme arrivent aussi difficilement à pénétrer que la sécheresse et la désertification. Parce qu'elles vivent l'une de l'autre et s'installent de manière progressive et insidieuse, leur détection est lente ; plus lente encore est la prise de conscience des populations concernées de leurs effets pervers, prise de conscience d'où naît leur mobilisation en vue de faire face.

Ce processus de maturation et de réaction dans la région du Sahel, sévèrement touchée par une sécheresse quasi-ininterrompue et une désertification rampante depuis près de vingt ans, a finalement révélé, depuis qu'il s'est accéléré avec la création et l'action du CILSS, l'ampleur du phénomène de la désertification. Il en a, en même temps, souligné la nature profondément complexe, les causes encore mal connues et la dimension gigantesque en tant qu'éducation vitale soumise aux populations du Sahel.

La désertification est un phénomène naturel qu'on pourrait presque qualifier de malin, tant elle semble experte dans l'art de cacher son jeu : elle frappe en effet avec vigueur et une certaine précision, elle fait pleinement sentir ses effets et, si sa nature ne prête ni-lement à équivoque, elle se dérobe en revanche à toute analyse approfondie, à toute tentative humaine de cerner ses causes réelles et de définir une stratégie de défense appropriée à lui opposer.

Dans une étude parue en 1985 et consacrée à "la Désertification dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest" (1), la Banque Mondiale assure que la désertification peut être définie comme "la diminution progressive et soutenue, quantitativement et qualitativement, de la productivité biologique d'une terre aride et semi-aride. Si on laisse ce phénomène se poursuivre sans intervenir, il entraînera à long terme une dégradation du milieu et finalement l'apparition de conditions de type désertique. La productivité biologique désigne la vie végétale et animale à l'état naturel ainsi que la productivité agricole d'une région donnée."

#### C O N T R O V E R S E

Toutefois, appréhender un phénomène sans pour autant pénétrer les causes profondes de son apparition équivaudrait à diagnostiquer un mal tout en avouant ne pas connaître ses racines. A certains égards, cela rappelle le problème posé aujourd'hui aux chercheurs par le SIDA. La désertification, c'est un peu le SIDA de la nature. Et, de même que les sommités mondiales de la médecine se querellent autour du virus responsable du SIDA, de même, les experts scientifiques ne se sont pas encore mis d'accord sur les causes de la désertification. Faut-il, pour expliquer, ce phénomène, mettre en cause des déficiences climatiques ? Faut-il, au contraire, imputer cette calamité naturelle à la seule action de l'homme sur les ressources d'une région donnée et, par conséquent, sur son équilibre écologique à long terme ? Un déficit pluviométrique est-il plus ou moins important, dans l'occurrence de la désertification, que le surpâturage, la surexploitation de la ressource végétale ou des systèmes de culture mal adaptés ? Mais comment pourrait-on raisonnablement dissocier ce qui est purement naturel de ce qui relève spécifiquement de l'action humaine ? Et d'ailleurs, quelle valeur positive, pratique, ce débat autour des causes de la désertification peut-il avoir ? Aucune, si l'on en croit la Banque Mondiale qui estime, dans l'étude déjà citée, qu'il "ne débouche guère sur des conclusions pratiques en ce sens que la pluviométrie ne peut encore être modifiée ni même prévue, alors qu'il est possible d'agir sur le comportement humain". (2).

.../...



Dans une étude parue en 1985 et consacrée à "la désertification dans les zones sahéliennes et soudanaises de l'Afrique de l'Ouest" (1), la Banque Mondiale assure que la désertification peut être définie comme "la diminution progressive et soutenue, quantitativement et qualitativement, de la productivité biologique d'une terre aride et semi-aride. Si on laisse ce phénomène se poursuivre sans intervenir, il entrainera à long terme une dégradation du milieu et finalement l'apparition de conditions de type désertique. La productivité biologique désigne la vie végétale et animale à l'état naturel ainsi que la productivité agricole d'une région donnée."

## C O N T R O V E R S E

Toutefois, appréhender un phénomène sans pour autant pénétrer les causes profondes de son apparition équivaudrait à diagnostiquer un mal tout en évitant de pas connaître ses racines. A certains égards, cela rappelle le problème posé aujourd'hui aux chercheurs par le SIDA. La désertification, c'est un peu le SIDA de la nature. Et, de même que les sociétés humaines de la médecine se querellent autour du virus responsable du SIDA, de même, les experts scientifiques ne se sont pas encore mis d'accord sur les causes de la désertification. Faut-il, pour expliquer ce phénomène, mettre en cause des étiologies climatiques ? Faut-il, au contraire, imputer cette calamité naturelle à la seule action de l'homme sur les ressources d'une région donnée et, par conséquent, sur son équilibre écologique à long terme ? Un déficit plus ou moins important est-il plus ou moins important, dans l'occurrence de la désertification, que le surpâturage, la surexploitation de la ressource végétale ou des systèmes de culture mal adaptés ? Mais comment peut-on raisonnablement dissocier ce qui est purement naturel de ce qui relève spécifiquement de l'action humaine ? Et d'ailleurs, quelle valeur positive, pratique, ce débat autour des causes de la désertification peut-il avoir ? Aucune, si l'on en croit la Banque Mondiale qui estime dans l'étude déjà citée, qu'il "ne démontre guère sur des conclusions pratiques en ce sens que la pluviométrie ne peut encore être modifiée ni même prévue, alors qu'il est possible d'agir sur le comportement humain". (2).

Il arrive parfois, devant l'urgence que requiert la solution à un problème donné, que l'action doive précéder la réflexion. Et, de fait, la désertification, qui a découlé en partie de la sécheresse ayant frappé le Sahel à partir de 1968, avec des pointes dramatiques en 1972-74 et 1980 ne pouvait souffrir l'aboutissement d'une réflexion à bien des égards académiques. Il fallait parer au plus pressé. Car la dégradation des conditions écologiques du Sahel ne cessait de prélever un lourd tribut sur l'ensemble du potentiel humain, animal et végétal de la région. Pendant cette période, "plusieurs années de pluies épaisses et clairsemées ont fait baisser le niveau des nappes phréatiques, de nombreux puits sont devenus secs, privant ainsi les paysans et les pasteurs de leur point d'eau. Le Tchad(...) a diminué d'un tiers par rapport à son niveau moyen et les principaux fleuves du Sahel, le Sénégal, la Gambie, le Niger, le Chari- ont baissé au niveau le plus bas depuis des décennies. En 1972, pour la première fois depuis soixante ans, les fleuves n'ont pas recouvert les berges au moment des crues et les cultures de décrues, ... vitales pour l'alimentation de certaines régions, sont devenues pratiquement impossibles. Par conséquent, les rendements des cultures irriguées pendant la décrue traditionnelle des eaux fluviales n'ont représenté qu'une faible fraction de leurs rendements normaux. La conséquence de l'effondrement de la production alimentaire a été la malnutrition pour un nombre important de Sahéliens et la famine pour certains d'entre eux. Dans plusieurs pays du Sahel, les agriculteurs ont consommé leurs semences avant de se résoudre à partir. Les pasteurs sont descendus vers le Sud avec leurs troupeaux à la recherche de points d'eau et de pâturages... Vers 1973, environ un tiers du bétail sahélien, soit quelque 3,5 millions de têtes, avait péri par manque d'eau et de pâturages et le bétail survivant subsistait dans des conditions très pénibles".(3)

Situation d'autant plus pénible, et pas seulement pour le bétail, qu'en raison des caractéristiques physiques de la région, la superficie arable, déjà insuffisante, a





eu tendance à s'amenuiser, pour des raisons de déficience pluviométriques, au bénéfice des surfaces pâturées. Selon la Banque Mondiale, "lorsque la pluviométrie est inférieure à la moyenne, l'agriculture cesse d'être une activité productive et l'élevage constitue celle qui est la plus appropriée"(4). Autre conséquence et non des moindres : le tristement célèbre phénomène de l'exode rural. Le Club du Sahel estime qu'"il y a 25 ans, à peine 7 % des Sahéliens étaient des citadins. En 1984, pas loin de 20 % habitent les villes"(5). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la production vivrière ait baissé, entre 1971 et 1972-73, de l'ordre de 35 % , passant de 5,3 millions de tonnes à 3,5 millions de tonnes. Conséquence directe : presque un triplement des importations de céréales qui sont passées de 420 000 tonnes environ en 1972 à plus d'un million de tonnes en 1981 (6). Le problème de l'autosuffisance alimentaire s'est trouvée posée avec une acuité particulière et, pour le CILSS, il ne pouvait être résolu que par un retournement durable et profond de la tendance à la désertification. Qu'a donc fait le CILSS dans ce domaine ?

#### "CONSCIENCE SAHELIENNE"

Dès l'année suivante, celle de sa création, le Comité a, tout naturellement, consacré l'essentiel de ses interventions à une coordination des aides alimentaires. Mais le CILSS ne pouvait, s'il voulait être viable, se cantonner dans ce rôle passif de relais. Il lui fallait très rapidement non seulement représenter une valeur de référence pour les populations sahéliennes mais aussi, et surtout, prendre le taureau par les cornes et s'attaquer au coeur du problème : la sécheresse et, surtout la désertification.

C'est donc avec la création du CILSS qu'est né le Sahel "politique", l'émergence de cette "conscience Sahélienne" qui a contribué à cristalliser l'attention de l'opinion internationale sur le drame que vivait, que vit encore la région. Parallèlement donc à la redéfinition, en janvier 1985, du mandat du Comité et à la refonte de ces structures de fonctionnement, le CILSS a mené le combat, pied à pied, contre la désertification. Il s'est doté de certains instru-

En tendance à s'aggraver, pour des raisons de démographie  
 géographiques, au bénéfice des autres régions. Selon  
 la Banque Mondiale, l'agriculture cesse d'être une activité pro-  
 ductive et l'élevage constitue celle qui est la plus appro-  
 priée (4). Autre conséquence et non des moindres : la dis-  
 tance relative croissante de l'exode rural. Le Club du Sahel  
 estime qu'il y a 22 ans, à peine 7 % des Sahéliens étaient  
 des citadins. En 1984, pas loin de 20 % habitent les villes (5).  
 Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la production  
 vivrière ait baissé, entre 1971 et 1973-74, de l'ordre de  
 25 %, passant de 5,5 millions de tonnes à 3,5 millions de  
 tonnes. Conséquence directe : presque un tiers des im-  
 portations de céréales ont été passées de 420 000 tonnes  
 environ en 1972 à plus d'un million de tonnes en 1982 (6).  
 Le problème de l'insécurité alimentaire s'est trou-  
 vée avec une acuité particulière et, pour le CILSS, il  
 ne pourrait être résolu que par un retournement durable et  
 profond de la tendance à la désertification. Qu'a donc fait  
 le CILSS dans ce domaine ?

#### "CONSCIENCE SAHELIENNE"

Des 17 années suivies celle de sa création, le  
 Comité a, tout naturellement, consacré l'essentiel de ses  
 interventions à une coordination des aides alimentaires.  
 Mais le CILSS ne pouvait, s'il veut être visible, se con-  
 tenter dans ce rôle passif de relais. Il lui fallait être  
 réellement non seulement représentatif d'une volonté de référence  
 pour les populations sahélo-sahariennes mais aussi, et surtout,  
 prendre la faiblesse par les cornes et s'attaquer au cœur  
 du problème : la sécheresse et, surtout, la désertification.  
 C'est donc avec la création du CILSS qu'est né le  
 Sahel "politique", l'émersion de cette "conscience sahé-  
 lienne" qui a commencé à cristalliser l'attention de l'opini-  
 on internationale sur le drama que vivait, que vit encore  
 la région. Parallèlement donc à la rédaction, en janvier  
 1985, du mandat du Comité et à la tenue de ces structures  
 de fonctionnement, le CILSS a mené le combat pied à pied  
 contre la désertification. Il s'est doté de certaines ins-itu-



ments indispensables à l'accomplissement de cette tâche. C'est, d'abord, la création, en 1976, de l'Institut du Sahel (INSAH), basé à Bamako. La vocation de l'INSAH est de coordonner les actions de recherche scientifique et technique et d'assurer la formation nécessaire à la promotion de l'autosuffisance alimentaire dans la région. C'est aussi la création, l'année suivante, du Centre d'agrométéorologie et d'hydrologie opérationnelles (AGRHYMET), basé à Niamey. La mission d'AGRHYMET comporte trois directions essentielles :

1° La création de réseaux sahéliens pour la collecte, le traitement et la diffusion des informations météorologiques, hydrologiques et agrométéorologiques, grâce à la liaison établie entre le Centre régional et des Services nationaux équipés.

2° La formation des techniciens sahéliens en hydrologie et en agrométéorologie.

3° La formation d'ingénieurs sahéliens en hydrologie et en agrométéorologie.

Avec un nouveau mandat, des structures plus légères et plus dynamiques et doté d'instruments désormais fonctionnels (l'AGRHYMET et l'INSAH), le CILSS était prêt à s'atteler à la tâche essentielle de lutte contre la désertification dont il cessait de faire un problème isolé pour l'incorporer dans le processus de développement économique du Sahel. Orientation judicieuse dans la mesure où l'accroissement démographique portera la population totale du Sahel, dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, de 35 millions à 70 millions d'habitants.

#### UN TOURNANT

Dans la perspective définie plus haut s'est donc tenu, du 29 Octobre au 4 Novembre 1984 à Nouakchott (République Islamique de Mauritanie) un séminaire régional sur la désertification. En élaborant une stratégie régionale de lutte contre la désertification, le séminaire de Nouakchott a marqué un tournant dans l'évolution des politiques de déve-

.../...

manière indispensable à cette tâche. C'est, d'abord, la création en 1976, de l'Institut du Sahel (INSAH) basé à Bamako. La vocation de l'INSAH est de donner les actions de recherche scientifiques et techniques et d'assurer la formation nécessaire à la promotion de l'autosuffisance alimentaire dans la région. C'est aussi la création, à l'Université, du Centre d'agronomie et d'hydrologie opérationnelles (AGRYMET) basé à Niamey. La mission d'AGRYMET comporte trois directions essentielles :

1° La création de réseaux régionaux pour la collecte, le traitement et la diffusion des informations météorologiques, hydrologiques et agro-météorologiques ;

2° La formation des techniciens régionaux en hydrologie et en agro-météorologie.

3° La formation d'ingénieurs régionaux en hydrologie et en agro-météorologie.

Avec un nouveau mandat, des structures plus légères et plus dynamiques et dotés d'instruments de travail (AGRYMET ET l'INSAH), le CISS était prêt à s'attaquer à la tâche essentielle de lutte contre la désertification. Il cessait de faire un problème isolé pour l'incorporer dans le processus de développement économique du Sahel. L'orientation judicieuse dans la mesure du développement démographique portera la population totale du Sahel, dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, de 25 millions à 70 millions d'habitants.

### UN JOURNAI

Dans la perspective définie plus haut s'est donc tenu, du 29 octobre au 4 novembre 1984 à Nouakchott (République Islamique de Mauritanie) un séminaire régional sur la désertification. En élaborant une stratégie régionale de lutte contre la désertification, le séminaire de Nouakchott a marqué un tournant dans l'évolution des politiques de développement.



loppement des pays de la région. Définie comme un "cadre de référence des actions de lutte contre la désertification conduites par chaque Etat", la "stratégie de Nouakchott vise à atteindre de nouveaux équilibres socio-écologiques fondés sur les deux objectifs suivants :

- 1°) La satisfaction des besoins fondamentaux des populations et, en particulier, l'autosuffisance alimentaire ;
- 2°) la préservation du capital foncier et écologique et la réhabilitation de son potentiel productif.

Il s'agit essentiellement de rendre à l'homme son rôle de moteur dans le développement.

La stratégie de Nouakchott a été adoptée par la XX<sup>e</sup> Session du Conseil des Ministres du CILSS, en janvier 1985.

Il est naturellement trop tôt pour<sup>que</sup>/cette stratégie porte ses fruits. Mais il n'est pas hasardeux d'affirmer qu'elle s'est inscrite dans le mouvement de l'histoire. Et cela autorise tous les espoirs. Car si, comme l'estime avec réalisme l'USED, "on peut considérer la sécheresse (une des causes de la désertification) comme une donnée permanente du climat du Sahel" (7), le sentiment de fatalité se dissipe pour faire<sup>sa</sup> place à la volonté. Et celle-ci peut beaucoup.

l'ajoutement des pays de la région. Définie comme un "cadre de référence des actions de lutte contre la désertification conduites par chaque Etat", la "stratégie de Nouakchott" vise à atteindre de nouveaux équilibres socio-écologiques fondés sur des objectifs suivants :

- 1°) La satisfaction des besoins fondamentaux des populations et en particulier, l'autosuffisance alimentaire ;
- 2°) La préservation du capital foncier et écologique et la réhabilitation de son potentiel productif.

Il s'agit essentiellement de rendre à l'homme son rôle de moteur dans le développement.

La stratégie de Nouakchott a été adoptée par la XXXe session du Conseil des Ministres du SLS, en janvier 1985.

Il est naturellement trop tôt pour cette stratégie porte ses fruits. Mais il n'est pas hasardeux d'affirmer qu'elle s'est inscrite dans le mouvement de l'histoire. Et cela autorise pour les experts. Car si, comme l'estime avec élanisme l'UNEP, "on peut considérer la sécheresse (une des causes de la désertification) comme une donnée permanente du climat du Sahel" (7), le seulement de fatalité se dissipe peut faire place à la volonté. Et celle-ci peut beaucoup.

Août 1986

AOUT 1986

## L'AUTOSUFFISANCE, UN MIRAGE ?

L'image est d'Epinal. Une personne, ni femme, ni homme, sans âge. Dans une contrée desséchée que ses yeux hagards fixent sans voir, elle marche vers la mort, sa délivrance. Le drame de la faim, de la famine, a ainsi frappé le monde avec une ampleur inédite, au début des années 70. La sécheresse, installée quelques années auparavant, avait fini par avoir raison de milliers d'hommes.

Le Sahel, à la lisière du désert n'avait pas été épargné. Les chemins de l'errance s'étaient ouverts pour des populations pourtant habituées à composer avec la nature.

Le drame de la sécheresse a donc avant tout été, celui de l'alimentation. Le CILSS, dès sa création en 1973, a donc pris en compte ce secteur surprioritaire.

Treize ans après, le problème est tout aussi lancinant. Certes, depuis, le Sahel a été épargné de ces catastrophes, mais la dépendance alimentaire ne s'est guère réduite. Bien au contraire.

Le secteur rural qui occupe au Sahel 85,5 % de la population en 1973 et fournit 35 % du PNB y est pourtant la clef de toute solution. Il n'empêche. D'une année à l'autre, les tendances peuvent changer parfois, mais au bout du compte, la baisse de la production est réelle. Ainsi en 1973, la production céréalière n'atteignait-elle que 3,5 millions de tonnes pour tout le Sahel, accusant une baisse de 30 % par rapport à l'année précédente.

De 1975 à 1977, c'est le statu quo. La production ne change guère. Elle remonte un peu en 1978, de 16 % précisément.

Plus significative est l'évolution du déficit alimentaire. 1,170 million de tonnes en 1973, 1,750 million en 1984.

.../...



L'image est d'épique. Une personne, ni femme, ni homme, sans âge. Dans une contrée désolée que ses yeux hagards fixent sans voir, elle marche vers la mort, sa délivrance. Le drame de la faim, de la famine, a ainsi frappé le monde avec une ampleur inédite, au début des années 70. La sécheresse, installée depuis quelques années auparavant, avait fini par avoir raison de milliers d'hommes.

Le Sahel, à la lisière du désert n'avait pas été épargné. Les chemins de l'étranger s'étaient ouverts pour des populations pourtant habituées à composer avec la nature.

Le drame de la sécheresse a donc avant tout été celui de l'alimentation. Le CILSS, dès sa création en 1973, a donc pris en compte ce secteur prioritaire. Treize ans après, le problème est tout aussi lancinant. Certes, depuis, le Sahel a été épargné de ces catastrophes, mais la dépendance alimentaire ne s'est guère réduite. Rien au contraire.

Le secteur rural qui occupe au Sahel 82,5 % de la population en 1973 est fourni 35 % du PIB y est pourtant la clef de toute solution. Il n'empêche, d'une année à l'autre, les rendements peuvent changer fort, mais au bout du compte, la baisse de la production est réelle. Ainsi en 1973, la production céréalière n'atteignant-elle que 3,5 millions de tonnes pour tout le Sahel, accusant une baisse de 30 % par rapport à l'année précédente. De 1972 à 1977, c'est le statu quo. La production ne change guère. Elle remonte un peu en 1978, de 16 % précisément.

Plus significative est l'évolution du déficit alimentaire. 1,170 millions de tonnes en 1973, 1,750 millions en 1984.

La contreperformance trouve son explication dans la disparité entre les évolutions de la production alimentaire et de la population. La première s'accroît de 1 % par an, la seconde de 2,5 %. Aucun pays sahélien n'est encore autosuffisant.

Les cultures de rente ne se comportent guère mieux. L'arachide dont la production a atteint deux millions de tonnes en 1975 tombe à 1,6 million de tonnes en 1982.

La production de coton dans le même temps, passait de 367 000 t à 281 400.

Les raisons de ces contreperformances sont multiples. Au premier rang, les superficies cultivées. En moyenne, chaque cultivateur n'a que 0,55 ha. La faiblesse des superficies est accentuée par la dégradation des terres et l'archaïsme des systèmes cultureux. La dégradation est causée par la faiblesse de l'utilisation des engrais et l'abandon progressif de la jachère.

Tout le Sahel n'a utilisé en 1981 que 61 000 t d'engrais. Les pluies violentes, l'érosion des sols, certaines pratiques d'élevage complètent le tableau.

Quant à l'archaïsme des systèmes cultureux, il se mesure aisément au nombre de tracteurs utilisés. 2 135 en 1981.

La recherche est aussi en cause. Elle n'a presque pas concerné les cultures céréalières et le volet défensif, protection des cultures, a aussi été laissé pour compte.

L'analphabétisme généralisé compromet par ailleurs les tentatives de modernisation que du reste, les politiques commerciales contraignent fortement. Les prix d'achat ne sont jamais fixés en fonction des coûts réels de production. Toutes choses qui expliquent les rendements faibles et à la baisse qui sont le lot du Sahel.

La contreperformance trouve son explication dans la disparité entre les évolutions de la production alimentaire et de la population. La première s'accroît de 1 % par an, la seconde de 1,5 %. Aucun pays sahélier n'est encore auto-suffisant.

Les cultures de rente ne se comportent guère mieux. L'arachide dont la production a atteint deux millions de tonnes en 1975 tombe à 1,6 million de tonnes en 1982. La production de coton dans le même temps, passait de 367 000 t à 281 400 t.

Les raisons de ces contreperformances sont multiples. Au premier rang, les superficies cultivées. En moyenne, chaque cultivateur n'a que 0,25 ha. La faiblesse des superficies est accentuée par la dégradation des terres et l'archaïsme des systèmes culturels. La dégradation est causée par la faiblesse de l'utilisation des engrais et l'abandon progressif de la jachère. Tout le Sahel n'a utilisé en 1981 que 61 000 t d'engrais. Les pluies violentes, l'érosion des sols, certaines pratiques d'élevage compromettent le tableau.

Quant à l'archaïsme des systèmes culturels, il se mesure aisément au nombre de tracteurs utilisés. 2 135 en 1981. La recherche est aussi en cause. Elle n'a presque pas concerné les cultures céréalières et le volet défensif, protection des cultures, a aussi été laissé pour compte.

L'analphabétisme généralisé compromet par ailleurs les tentatives de modernisation que du reste, les politiques commerciales contraignent fortement. Les prix d'achat ne sont jamais fixés en fonction des coûts réels de production. Toutes choses qui expliquent les rendements faibles et à la baisse qui sont le lot du Sahel.



L'élevage, deuxième ressource du secteur primaire sahélien a aussi souffert de la sécheresse. Entre 1970 et 1975, le cheptel a été perdu à 40 %. L'évolution a cependant été plus heureuse. Dès 1982, le niveau de 1975 était atteint pour les bovins et même dépassé en ce qui concerne les ovins et les caprins.

L'amélioration de la santé animale, la création de nombreux points d'eau sur les parcours des animaux en sont à la base.

La pêche en revanche a subi avec un certain décalage, les contre-coups de la sécheresse. La disparition de rivières et de lacs, la baisse du niveau des fleuves intervenues à partir de 1975 ont entraîné une chute des prises de 20 % sur la période 1975/1981.

"La famine, la malnutrition et toutes les conséquences qui en découlent sont quasi permanente au Sahel depuis 1973. De nombreuses populations sont mortes et d'autres en sont perpétuellement menacées." Le constat du CILSS dans l'étude "Bilan du développement économique des pays du CILSS et perspectives" n'est donc point exagéré. Que penser alors de l'aggravation prévisible de la situation ?

#### I M P A S S E

En effet, si les tendances actuelles se maintiennent, en 1998, la dépendance alimentaire sera encore pire. Le déficit alimentaire de 1,9 Million de tonnes en 1982, s'établira à plus de quatre millions de tonnes. Et le Sahel devra déboursier plus de 213 milliards de Francs CFA pour couvrir ses besoins. Dans le même temps, la production des cultures de rente, source de devise pour le Sahel, n'aura augmenté que de 1,3 % pour l'arachide et 2,2 % pour le coton. Le Sahel va à grands pas vers l'impasse.

.../...





L'élevage, deuxième ressource du secteur primaire sahélien a aussi souffert de la sécheresse. Entre 1970 et 1975, le cheptel a été per-  
du à 40 %. L'évolution a cependant été plus neuve. Dès 1982, le  
niveau de 1975 était atteint pour les bovins et même dépassé en ce  
qui concerne les ovins et les caprins.

L'amélioration de la santé animale, la création de nombreux points  
d'eau sur les parcours des animaux en sont à la base.

La pêche en revanche a souffert avec un certain décalage, les contre-  
coups de la sécheresse. La disparition de rivières et de lacs, la  
baisse du niveau des fleuves intervenues à partir de 1973 ont en-  
traîné une chute des prises de 20 % sur la période 1975/1981.

"La famine, la malnutrition et toutes les conséquences qui en dé-  
coulent sont quasi permanentes au Sahel depuis 1973. De nombreuses  
populations sont mortes et d'autres en sont perpétuellement menacées."  
Le constat du CISS dans l'étude "Bilan du développement économique  
des pays du CISS et perspectives" n'est donc point exagéré. Que pen-  
set-elles de l'aggravation prévisible de la situation ?

### 1. M. R. A. S. B.

En effet, si les rendances actuelles se maintiennent en 1985,  
la dépendance alimentaire sera encore plus. Le déficit alimen-  
taire de 1,3 Million de tonnes en 1982, s'établira à plus de  
quatre millions de tonnes. Et le Sahel devra débourser plus de  
213 milliards de francs CFA pour couvrir ses besoins. Dans le  
même temps, la production des cultures de rente, source de devises  
pour le Sahel, n'aura augmenté que de 1,3 % pour l'arachide et de  
2,2 % pour le coton. Le Sahel va à grands pas vers l'impasse.

L'impasse n'est cependant pas une fatalité. Il a fallu une pluviométrie relativement bonne en 1985/86 pour que le déficit cérééalier passe d'une année à l'autre, de plus d'un million de tonnes à environ 200 000 t. Cette performance atteste incontestablement de la capacité des Sahéliens à faire face, à gagner le difficile pari de l'autosuffisance alimentaire. Il leur faut seulement des moyens.

Le scénario normatif prévoit une augmentation de la production agricole de 5,6 % par an pour atteindre l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 1998. Il ne s'agit point d'un mirage même si cet objectif, rapporté à l'actuelle augmentation annuelle de 1 %, paraît bien ambitieux.

Il faut cependant parvenir à une agriculture intensive, utilisant des engrais, des semences de meilleure qualité, un matériel plus performant. La culture irriguée doit être développée bien au-delà des 250 000 ha actuels. Le potentiel existe? Il est seulement trop faiblement exploité. La commercialisation doit aussi être améliorée avec des prix rémunérateurs, et des échanges régionaux. La recherche, la formation, le crédit, ce sont autant de facteurs décisifs dans le combat engagé.

Cette politique volontaire est cependant chère. Très chère même, surtout par rapport aux moyens propres du Sahel. Une étude du CILSS l'estime à 875 millions de dollars par an. Une goutte d'eau cependant par rapport aux dépenses en armement des pays industrialisés.

Le CILSS en ce qui le concerne, n'a pas attendu que ces moyens soient disponibles pour engager la croisade. En matière de recherche par exemple, le projet mil, sorgho, maïs, niébé a permis de sélectionner quarante neuf variétés les plus performantes.

La multiplication en a commencé. La protection des végétaux est appuyée par l'intermédiaire du Projet de Lutte intégrée qui renforce les directions de protection des végétaux. Diagnostic permanent permet de son côté une meilleure connaissance des statistiques agricoles et PRE-CRESAL (Pré-Cellule régionale de Sécurité alimentaire) soutient les offices céréaliers.

L'impasse n'est cependant pas une fatalité. Il a fallu une pluie-  
mètre relativement bonne en 1955/56 pour que le déficit céréali-  
er passe d'une année à l'autre, de plus d'un million de tonnes à en-  
viron 200 000 t. Cette performance attestée incontestablement de la  
capacité des Sahéliens à faire face, à gagner le difficile pari de  
l'autosuffisance alimentaire. Il leur faut seulement des moyens.

Le scénario normal prévoit une augmentation de la production agri-  
cole de 5 % par an pour atteindre l'autosuffisance alimentaire à  
l'horizon 1980. Il ne s'agit point d'un mirage même si cet objectif  
rapporté à l'actuelle augmentation annuelle de 1,8 %, paraît bien am-  
bitieux.

Il faut cependant parvenir à une agriculture intensive, utilisant  
des engrais, des semailles de meilleures qualités, un matériel plus  
performant. La culture irriguée doit être développée bien au-delà  
des 250 000 ha actuels. Le potentiel existe-t-il est seulement trop  
faiblement exploité. La commercialisation doit aussi être améliorée  
avec des prix rémunérateurs, et des échanges régionaux. La recherche,  
la formation, le crédit, ce sont autant de facteurs décisifs dans le  
combat engagé.

Cette politique volontaire est cependant chère. Très chère même, sur-  
tout par rapport aux moyens propres du Sahel. Une étude du CILSS l'es-  
time à 875 millions de dollars par an. Une doute d'eau cependant par  
rapport aux dépenses en armement des pays industrialisés.

Le CILSS en ce qui le concerne, n'a pas attendu que ces moyens soient  
disponibles pour engager la croisade. La matière de recherche par  
exemple, le projet mil, sorgho, maïs, niébé a permis de sélectionner  
quarante nouvelles variétés les plus performantes.  
La multiplication en a commencé. La protection des végétaux est ap-  
puyée par l'intermédiaire du Projet de l'Action intégrée qui renforce  
les directions de protection des végétaux. Diagnostic permanent per-  
met de son côté une meilleure connaissance des épidémies agricoles  
et PRÉ-CRISAL (Pré-Calculs régionaux de Sécurité Alimentaire) soutient  
les offices céréaliers.



La télédétection est aussi mise à contribution par le biais du Centre d'agro-hydro-météorologie. Une expérience d'application des observations satellitaires au calendrier cultural est même en cours. Les premiers résultats sont très prometteurs. Des paysans au Mali se sont mis spontanément à copier sur les paysans choisis pour le test.

Au plan des politiques, la même volonté est notée. Au mois de novembre prochain, les Ministres de l'Agriculture de tous les Pays membres se retrouveront à Mindélo au Cap-Vert, pour faire le bilan des politiques céréalières et y apporter les ajustements indispensables. L'idée d'une politique agricole commune prend aussi corps. Un réseau a par ailleurs été créé en collaboration avec le Club du Sahel, de prévention des crises alimentaires.

Le pli est pris. La voie de l'autosuffisance alimentaire est aujourd'hui balisée. Il faut s'y engager. Et demain, il fera bon vivre.

OUAGADOUGOU, Août 1986

La sélection est aussi mise à contribution par le biais du Centre d'agro-hydro-météorologie. Une expérience d'application des observations satellitaires au calendrier culturel est même en cours. Les premiers résultats sont très prometteurs. Les paysans au Mali se sont mis spontanément à copier sur les paysans chinois pour la

rest.

Au plan des politiques, la même volonté est notée. Au mois de novembre prochain, les Ministres de l'Agriculture de tous les Pays membres se retrouveront à Niamey au Cap-Vert, pour faire le bilan des politiques céréalières et y apporter les ajustements indispensables. L'idée d'une politique agricole commune prend aussi corps. Un réseau a par ailleurs été créé en collaboration avec le Club du Sahel, de prévention des crises alimentaires. Le plan est grand. La voie de l'autosuffisance alimentaire est aujourd'hui balisée. Il faut s'y engager. Et demain, il fera bon vivre.

- AIDE : FAIRE PLUS ET MIEUX.

Le Sahel a été, la région du monde le mieux aidée mais l'assistance évolue à la baisse. Par ailleurs, la région ne s'est guère développée. De 1975 à 1983, le PNB a même chuté de 17%. Le Club du Sahel qui réunit les donateurs estime nécessaire d'aider plus et mieux le Sahel.

Handicapés dans leur développement par une somme de facteurs exogènes et endogènes tout aussi perturbants les uns que les autres, les pays du Sahel devront, pour plusieurs années encore, compter sur l'aide extérieure pour assurer la survie de leurs populations. Or celle-ci s'amenuise au fil du temps. Les engagements d'aide publique au développement, exprimés en valeur courante, ont atteint leur niveau le plus élevé (1,9 milliard de dollars) en 1981. Ils se sont ensuite contractés pour se situer à 1,4 milliard de dollars en 1983. Le redressement constaté l'année d'après est essentiellement dû à la forte croissance de l'aide d'urgence commandée par la sévérité de la sécheresse.

L'APD a ainsi retrouvé en 1984 son niveau de 1981. Mais la forte croissance démographique du Sahel, à un taux qui dépasse dans certains pays la moyenne des 2,5%, a eu pour effet la baisse de sa valeur réelle. L'APD per capita du Sahel est actuellement identique à celle de 1975. Elle n'en est pas moins la plus élevée de tous les pays en développement : 44 dollars en 1983, contre 20 dollars pour l'Afrique sub-saharienne (Sahel exclu) et 9 dollars pour l'Asie.

.../

The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory. The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory.

The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory. The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory.

The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory. The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory.

The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory. The first part of the year was spent in the field, and the second part in the laboratory.



Mais les pays du CILSS n'ont apparemment pas tiré large profit de ces apports, au plan spécifique de leur développement, quand on sait qu'en dollar constant, le PNB du groupe n'a pas varié, et que rapporté à la population, elle a nettement regressé. Le PNB per capita des huit pays du CILSS a été, en 1983, inférieur de 17% à celui de 1975. Autant dire que les performances économiques les pays du CILSS continuent d'être médiocres.

Cette situation est avant tout la résultante de chocs consécutifs ou simultanés : sécheresses, guerres, recession mondiale, inflation importée, taux de changes et d'intérêt élevés et erratiques, flambée des cours du pétrole, effondrement des prix des produits exportés. Il s'y ajoute le poids extrêmement lourd de la dette extérieure. Elle représentait en 1983, 60% du PNB des pays du CILSS. 32% de leurs recettes d'exportations sont chaque année absorbées par le paiement partiel des intérêts et du capital de ces emprunts contractés dans une situation de facilité et qui constituent aujourd'hui une charge excessive par rapport aux ressources nettes et prévisions de croissance des pays sahéliens.

Le signe le plus patent de la détérioration consécutive de la situation économique du Sahel, est le déficit chronique et croissant de la balance commerciale et des paiements de la totalité des pays de la sous-région. L'APD qui leur a été consentie au cours de cette dernière décennie est surtout venue compenser des déficits commerciaux (à l'instar des emprunts extérieurs), quand elle n'a pas été utilisée sous forme indirecte de soutien à des budgets fortement déséquilibrés.

Du constat du Club du Sahel, "une part de l'aide est, sans ambiguïté, destinée à prendre en charge une partie du fonctionnement des secteurs public et parapublic sahéliens: c'est le cas l'aide budgétaire aux Etats. Une autre partie



De surcroît, avec la dégradation de plus en plus prononcée de l'écosystème sahélien, les résultats de l'agriculture et de l'élevage risquent d'être plus faibles encore. Toutes choses qui font que les pays sahéliens seront, pendant longtemps encore, tributaires de l'aide alimentaire de la Communauté Internationale. Elle constituait en 1984 20% des APD, contre 7%, cinq ans plus tôt. Sa tendance est bien à la croissance. Et force est de convenir que "l'aide alimentaire a souvent eu un effet négatif sur l'évolution des systèmes de production, qu'elle a contribué à déresponsabiliser les populations, qu'elle a largement servi à subventionner des offices publics de commercialisation peu efficaces".

Toutes ces considérations impliquent impérativement la nécessité de repenser la nature et l'utilisation des aides accordées aux pays du Sahel. Selon les projections du Club du Sahel, leur valeur réelle doit, au cours de ces dix prochaines années, augmenter d'environ 40%. Il est cependant à craindre que cette augmentation ne suffise pas à enrayer le déclin des économies de la région, si les conditions environnementales et les politiques, jusqu'ici menées, n'évoluent pas dans le bon sens, et si une part croissante des aides continue à être consacrée à la survie du Sahel, et non à des actions de développement. Si rien ne change, la situation économique des pays du Sahel sera plus dramatique encore.

De l'analyse du Club du Sahel il ressort avec pertinence que "si les perspectives économiques médiocres, à moyen terme, dans les pays membres du CILSS paraissent justifier l'accroissement des aides à des conditions très favorables, il n'en reste pas moins que les résultats de ces efforts auront très peu de chance d'être à la hauteur des espérances tant que des réformes profondes ne seront pas menées dans les politiques engagées par les pays sahéliens et les agences d'aide".



The first part of the paper is devoted to a discussion of the general principles of the theory of the structure of the atom. It is shown that the structure of the atom is determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are derived from the principles of the theory of the structure of the atom. The second part of the paper is devoted to a discussion of the specific properties of the structure of the atom. It is shown that the specific properties of the structure of the atom are determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are derived from the principles of the theory of the structure of the atom.

The third part of the paper is devoted to a discussion of the specific properties of the structure of the atom. It is shown that the specific properties of the structure of the atom are determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are derived from the principles of the theory of the structure of the atom. The fourth part of the paper is devoted to a discussion of the specific properties of the structure of the atom. It is shown that the specific properties of the structure of the atom are determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are derived from the principles of the theory of the structure of the atom.

The fifth part of the paper is devoted to a discussion of the specific properties of the structure of the atom. It is shown that the specific properties of the structure of the atom are determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are derived from the principles of the theory of the structure of the atom. The sixth part of the paper is devoted to a discussion of the specific properties of the structure of the atom. It is shown that the specific properties of the structure of the atom are determined by the laws of quantum mechanics, and that the laws of quantum mechanics are derived from the principles of the theory of the structure of the atom.

Le respect de la logique de ces acteurs est ici perçu comme fondamental; car "comme les comportements des ruraux sahéliens ne sont pas en moyenne beaucoup plus aberrants que les comportements des autres groupes humains, ceux-ci ne se laissent évidemment pas sensibiliser, ni entraîner à des comportements qu'ils jugent contraires à leurs intérêts. Ne faut-il pas changer d'abord les conditions socio-économiques qui expliquent ces comportements, avant d'espérer changer les comportements eux-mêmes". Seules les causes immédiates ont jusqu'ici été prises en compte, alors que les problèmes sont beaucoup plus structurels que conjoncturels.

Les projets nouveaux, tels que perçus par le CILSS devront, dès le stade préparatoire être clairement explicites sur les objectifs visés, les conditions et cadres politiques de leur exécution, et sur les obligations qui incombent à chacune des parties impliquées. La programmation budgétaire devrait également être plus souple, car en effet une pré-programmation dans le moindre détail, alors qu'on ne sait pas, par avance, quel sera le développement réel, peut ruiner tout un projet.

L'analyse de l'aide publique au développement dans le Sahel fait également ressortir la nécessité de "revoir la conception des projets pour qu'ils soient mieux adaptés aux besoins des populations, qu'ils adhèrent mieux à la réalité du développement sur le terrain, et qu'ils soient plus aisément gérables". Mieux gérer les projets, mais également mieux utiliser l'aide de la Communauté Internationale, surtout l'aide alimentaire. Il s'agit dans cette mouvance, et du point de vue du CILSS et du Club du Sahel, de rompre avec les solutions de facilités, les actions improvisées qui n'interviennent qu'aux moments les plus catastrophiques, lorsque sous l'impulsion de la crise, les populations rurales ont déjà entamé leur exode vers les villes et camps de réfugiés.

.../





Il serait plus bénéfique pour la région de préparer dès maintenant des plans d'utilisation de l'aide alimentaire à des fins constructives, de la faire pleinement participer à la production vivrière. Une formule alternative serait que "l'aide alimentaire soit attribuée directement aux populations rurales qui en ont besoin, en contrepartie de travaux d'amélioration du milieu naturel, de travaux de petite hydraulique, etc. ".

Le CILSS et le Club du Sahel ne perdent pas de vue l'essentiel : la coordination de toutes les actions à mener. Sans elle, et une concertation permanente entre les donateurs et les pays du CILSS, il est certain que l'efficacité de l'aide pour le développement de la sous région sera moindre.

&gt;&lt;

&gt;&lt;

&gt;&lt;

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY  
100 EAST 57TH STREET  
CHICAGO, ILL. 60637  
U.S.A.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY  
100 EAST 57TH STREET  
CHICAGO, ILL. 60637  
U.S.A.